
Résultats semestriels 2013 en hausse

Bonne performance opérationnelle

Nouvelles renégociations de contrats gaz

conclues par Edison en juillet

Relèvement des objectifs 2013 d'EBITDA du Groupe

- **EBITDA** : 9,7 Mds€, +6,9% dont 6% de croissance organique
- **Résultat net courant** : 3,1 Mds€, +3,8%
- **Résultat net part du Groupe** : 2,9 Mds€, +3,5%
- **Edison** : nouvelles renégociations relatives aux contrats gaz algérien et qatari en juillet 2013
- **Spark** : 360 millions d'euros d'économies réalisées, en ligne avec la trajectoire 2013
- **Ratio d'endettement financier net / EBITDA** : 2x contre 2,4x¹ au 31 décembre 2012

Relèvement des objectifs 2013 de performance opérationnelle

- **EBITDA Groupe** : au moins 3% de croissance organique hors Edison
- **EBITDA Edison** : environ 1 Md€

Confirmation des objectifs financiers

- **Ratio d'endettement financier net / EBITDA** : entre 2x et 2,5x
- **Taux de distribution** : 55% à 65% du résultat net courant

Le Conseil d'administration d'EDF, réuni le 29 juillet 2013 sous la présidence d'Henri Proglio, a arrêté les comptes consolidés résumés du semestre clos le 30 juin 2013.

Henri Proglio, Président-Directeur Général d'EDF a déclaré : «*Ce premier semestre 2013 est marqué par une bonne performance opérationnelle qui est le fruit des investissements réalisés depuis plusieurs années, notamment sur le parc nucléaire et les réseaux en France. Cette performance se traduit par des résultats financiers en hausse, qui bénéficient aussi du succès des nouvelles renégociations des contrats gaz à long terme par Edison en Italie. Nos grands projets industriels ont également connu ce semestre de belles avancées avec la pose du dôme de l'EPR de Flamanville, ou encore l'inauguration du barrage de Rizzanese en Corse. En parallèle à ces investissements majeurs qui bénéficient pour une très large part à l'industrie française et à ses emplois, le Groupe réalise sa part de l'effort collectif avec son programme d'économies de 1 milliard d'euros en 2013.*»

¹ Pro forma après affectation de la créance CSPE aux actifs dédiés le 13 février 2013 et retrait de 2,4 Mds€ d'actifs permettant 100% de couverture des passifs nucléaires d'EDF éligibles aux actifs dédiés

Évolution des résultats semestriels du groupe EDF

<i>En millions d'euros</i>	S1 2012 retraité*	S1 2013	Variation vs. retraité 2012 (%)	Croissance organique (%)
Chiffre d'affaires	35 903	39 747	+10,7	+4,3
EBITDA	9 071	9 698	+6,9	+6,0
EBIT	5 598	5 788	+3,4	
Résultat net part du Groupe	2 779	2 877	+3,5	
Résultat net courant	2 956	3 068	+3,8	

***Données retraitées** : dans les comptes consolidés du premier semestre 2013, les données relatives au premier semestre 2012 ont été retraitées de l'impact d'IAS 19 révisée et du changement de présentation des activités DVAS² d'EDF Énergies Nouvelles (*voir annexes pour plus de détails sur ce retraitement*).

Le Groupe affiche une nouvelle fois une performance solide au premier semestre avec des résultats opérationnels en forte hausse et une structure financière renforcée.

L'EBITDA s'élève à 9 698 millions d'euros, en croissance organique de 6% par rapport au premier semestre 2012. Cette croissance est portée par la France (croissance organique de 6,6%) qui a bénéficié de bonnes conditions d'exploitation caractérisées par un climat froid associé à des prix de marché favorables ainsi qu'une forte progression de la production hydraulique. Elle s'explique également par l'Italie grâce à la bonne performance de l'activité électricité et aux succès de l'arbitrage du contrat gaz algérien déjà annoncé en avril 2013 et de la nouvelle renégociation du contrat qatari en juillet 2013.

Au Royaume-Uni, hors effet de la revalorisation à la juste valeur du bilan d'acquisition de British Energy, l'EBITDA ressort en croissance organique de 2,8%.

Le segment Autre international, avec un EBITDA en baisse organique de 6,9%, continue d'être pénalisé par les conditions économiques et réglementaires défavorables en Belgique et en Pologne.

L'EBITDA du segment Autres activités de 1 015 millions d'euros inclut la bonne performance d'EDF Trading et des activités de production d'EDF Énergies Nouvelles, mais a été marqué par une moindre contribution des autres activités du segment, qui avaient bénéficié d'effets positifs au premier semestre 2012 sans équivalent en 2013.

Le résultat net part du Groupe s'élève à 2 877 millions d'euros, en hausse de 3,5% par rapport au premier semestre 2012. Il intègre des éléments non récurrents pour un montant de -191 millions d'euros à comparer à un montant de -177 millions d'euros au premier semestre 2012. Retraité de ces éléments non récurrents, le résultat net courant progresse de 3,8% à 3 068 millions d'euros.

Le plan d'économies Spark se déploie avec environ 360 millions d'euros réalisés à fin juin 2013, soit 35% de l'objectif fixé, en ligne avec la trajectoire prévue. Ces économies ont un impact positif sur l'EBITDA grâce à la maîtrise des charges opérationnelles. Elles traduisent également les efforts d'optimisation des investissements engagés par le Groupe depuis le début de l'année. L'engagement a concerné l'ensemble des entités du Groupe avec 57% des économies réalisées en France et 43% à l'international, dont 19% au Royaume-Uni.

Le Groupe confirme son objectif d'1 milliard d'euros d'économies pour l'année 2013.

² Développement-vente d'actifs structurés

Au premier semestre 2013, le Groupe a réalisé d'importants investissements en France en hausse de 15,3% par rapport à l'année dernière, principalement dans la maintenance de son parc nucléaire mais aussi dans les réseaux. Les investissements nets du Groupe s'élèvent à 6 243 millions d'euros, en légère baisse de 1,5% par rapport au premier semestre 2012 compte tenu de la cession de Sutton Bridge au Royaume-Uni et du rachat de participations minoritaires en Pologne en 2012 sans équivalent en 2013.

Au global, 71% des investissements nets du Groupe concernent les activités non régulées et 29% les activités régulées.

Pour 2013, EDF vise un montant d'investissements nets compris dans une fourchette de 12 et 12,5 milliards d'euros qui dépend du calendrier de réalisation de certaines opérations de cessions.

Structure financière renforcée

	31/12/2012 (pro forma ³)	30/06/2013
Endettement financier net (<i>en milliards d'euros</i>)	39,2	33,7
Endettement financier net / EBITDA	2,4x	2x

L'endettement financier net s'élève à 33,7 milliards d'euros, en baisse de 5,5 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2012. Le Groupe a généré 7,9 milliards d'euros de cash-flow opérationnel, qui ont permis de couvrir les investissements nets de maintenance ainsi que le besoin en fonds de roulement. Par ailleurs, le produit de l'émission hybride⁴ réalisée en janvier 2013, pour près de 6,1 milliards d'euros, est destiné à financer les investissements nets de développement qui, pour le premier semestre 2013, s'élèvent à 1,8 milliard d'euros. Cet instrument financier est en effet particulièrement bien adapté au cycle d'investissement de long terme des projets industriels du Groupe.

Le ratio d'endettement financier net / EBITDA s'élève à 2x au 30 juin 2013 en forte amélioration par rapport au 31 décembre 2012. Il se situe ainsi dans le bas de la fourchette de 2x à 2,5x que s'est fixée le Groupe.

³ Pro forma après affectation de la créance CSPE aux actifs dédiés le 13 février 2013 et retrait de 2,4 Mds€ d'actifs permettant 100% de couverture des passifs nucléaires d'EDF éligibles aux actifs dédiés

⁴ Conformément à la norme IAS 32 "Instruments financiers - présentation", l'emprunt perpétuel émis en janvier 2013 est comptabilisé en capitaux propres

Création d'EDF Invest

EDF annonce la création d'EDF Invest, qui sera en charge de la gestion du portefeuille d'investissements non cotés au sein des actifs dédiés⁵ d'EDF. Ces investissements non cotés regrouperont trois classes d'actifs : les infrastructures à titre principal, l'immobilier et le private equity⁶.

La participation de 20% du groupe EDF dans TIGF, société de transport et de stockage de gaz dans le Sud-Ouest de la France dont la finalisation de l'acquisition est prévue ce jour, constitue le premier investissement d'EDF Invest dans les infrastructures au côté des 50% de titres RTE déjà présents dans le portefeuille d'actifs dédiés. TIGF et les titres RTE représenteraient ainsi 13% des actifs dédiés.

L'objectif d'EDF Invest est de gérer environ 5 milliards d'euros d'investissements non cotés d'ici deux ans et de représenter ainsi 25% du total des actifs dédiés.

Accord avec Exelon sur CENG

EDF et Exelon ont signé le 29 juillet 2013 un accord concernant CENG, entité détenue à 49,99% par EDF et 50,01% par Exelon, qui exploite cinq réacteurs nucléaires aux États-Unis d'une puissance totale de 3,9 GW. Aux termes de cet accord, EDF délèguera la gestion opérationnelle de ces réacteurs à Exelon. L'accord prévoit également qu'EDF percevra un dividende exceptionnel de CENG de 400 millions de dollars (~300 millions d'euros) et bénéficiera d'une option de vente à la juste valeur de sa participation dans CENG à Exelon exerçable entre janvier 2016 et juin 2022.

Cette opération fait suite à l'accord conclu en janvier 2012 entre EDF et Exelon mettant fin à l'opposition d'EDF à la fusion entre Constellation et Exelon.

Elle permettra à EDF de réduire son endettement financier de 400 millions de dollars (~300 millions d'euros) et aura un effet légèrement relatif dès 2015, grâce à l'amélioration opérationnelle et aux synergies escomptées de la gestion opérationnelle des cinq réacteurs de CENG par Exelon, premier exploitant nucléaire aux États-Unis. L'accord est soumis à l'approbation de la *Nuclear Regulatory Commission* (NRC) et des autorités réglementaires compétentes. Il devrait être finalisé en 2014.

Perspectives financières 2013 :

Relèvement des objectifs de performance opérationnelle

Compte tenu des bonnes performances opérationnelles du Groupe depuis le début de l'année et du succès des nouvelles renégociations sur les contrats gaz Edison, le Groupe relève ses objectifs de performance opérationnelle pour cette année :

- Croissance organique de l'EBITDA Groupe d'au moins 3% hors Edison
- Edison : perspectives d'EBITDA révisées à environ 1 milliard d'euros

Le Groupe confirme par ailleurs ses objectifs financiers :

- Ratio d'endettement financier net / EBITDA compris entre 2x et 2,5x
- Taux de distribution : 55% à 65% du résultat net courant

Ces perspectives tiennent compte de l'effet année pleine du programme d'économies Spark.

⁵ Fonds de réserve constitué par le Groupe pour couvrir ses engagements nucléaires de long terme en France, suivant des conditions prévues par la loi

⁶ Fonds de capital investissement

Principaux résultats du Groupe par segment
France : bonne performance opérationnelle

<i>En millions d'euros</i>	S1 2012 retraité*	S1 2013	Croissance organique (%)
Chiffre d'affaires	20 706	21 294	+2,8
EBITDA	6 071	6 473	+6,6
<i>Dont EBITDA non régulé</i>	<i>3 973</i>	<i>4 284</i>	<i>+7,8</i>
<i>Dont EBITDA régulé</i>	<i>2 098</i>	<i>2 189</i>	<i>+4,3</i>

* Données retraitées de l'impact d'IAS 19 révisée.

En France, le chiffre d'affaires s'élève à 21 294 millions d'euros, en croissance organique de 2,8% par rapport au premier semestre 2012. L'EBITDA enregistre une croissance organique de 6,6% à 6 473 millions d'euros.

Dans les activités non régulées, l'EBITDA s'élève à 4 284 millions d'euros, en croissance organique de 7,8% grâce à de bonnes conditions d'exploitation. La production nucléaire est quasiment stable par rapport au premier semestre 2012 (-0,5 TWh, soit -0,2%). La baisse significative du volume d'arrêts fortuits a permis de compenser l'impact du programme d'arrêts plus chargé que celui du premier semestre 2012, reflétant ainsi l'efficacité du programme de remplacement des gros composants.

Pour 2013, le Groupe confirme l'objectif de production nucléaire compris entre 410 et 415 TWh.

Parallèlement, la production hydraulique est en forte hausse de 25,4% (+5,1 TWh par rapport au premier semestre 2012) grâce à des conditions hydrologiques au-dessus des normales saisonnières associées à des perspectives favorables de remplissage des lacs.

La bonne performance opérationnelle s'explique par la combinaison d'un effet climat positif caractérisé par un froid régulier associé à des prix de marché plus favorables qu'au premier semestre 2012, et, dans une moindre mesure, par la progression des tarifs réglementés de vente et la maîtrise des coûts.

Dans les activités régulées⁷, l'EBITDA s'élève à 2 189 millions d'euros, en croissance organique de 4,3% grâce à un effet volume positif lié au climat froid du premier semestre 2013 ainsi qu'à la hausse du tarif d'acheminement (TURPE).

⁷ ERDF et activités insulaires

Hors de France
Royaume-Uni : des prix de marché en hausse et des coûts maîtrisés

<i>En millions d'euros</i>	S1 2012 retraité*	S1 2013	Croissance organique (%)
Chiffre d'affaires	4 821	4 990	+7,3
EBITDA avant revalorisation à la juste valeur**	1 069	1 060	+2,8
EBITDA	1 071	1 031	(0,1)

* Données retraitées de l'impact d'IAS 19 révisée.

** Du bilan d'acquisition de British Energy.

Au Royaume-Uni, le chiffre d'affaires du segment s'élève à 4 990 millions d'euros, en hausse organique de 7,3% par rapport au premier semestre 2012.

L'EBITDA de 1 031 millions d'euros est en légère baisse organique de 0,1% incluant notamment l'impact négatif de la revalorisation à la juste valeur du bilan d'acquisition de British Energy (impact de -29 millions d'euros comparé à +2 millions au premier semestre 2012). Retraité de cet élément, l'EBITDA progresse de 2,8% en organique, grâce à la bonne maîtrise des charges opérationnelles et à des effets prix de marché favorables.

Ces effets prix ont permis de compenser le léger recul de 1 TWh de la production nucléaire au premier semestre. Cette baisse, anticipée par le Groupe, est liée au programme d'arrêts planifiés plus important au premier semestre 2013 qu'au premier semestre 2012. Pour 2013, EDF Energy ambitionne de renouveler la très bonne performance opérationnelle réalisée en 2012.

L'EBITDA a également été soutenu par la progression des ventes de gaz auprès des clients particuliers due au climat froid au premier semestre.

Italie : bonne performance de l'activité électricité et issue favorable de l'arbitrage et des nouvelles renégociations de contrats gaz

<i>En millions d'euros</i>	S1 2012 retraité*	S1 2013	Croissance organique (%)
Chiffre d'affaires	3 607	6 481	+10,5
EBITDA	211	669	+155,0

Le segment Italie comprend principalement EDF Fenice et Edison, dont EDF détient désormais 97,4% du capital⁸, qui est consolidé en intégration globale depuis la prise de contrôle finalisée le 24 mai 2012.

**Données retraitées de l'impact d'IAS 19 révisée.*

En **Italie**, le chiffre d'affaires réalisé par le Groupe est en croissance organique de 10,5% à 6 481 millions d'euros. L'EBITDA du segment a été multiplié par plus de trois à 669 millions d'euros principalement du fait d'Edison, incluant un effet périmètre de 130 millions d'euros.

Dans les activités Électricité, l'EBITDA d'Edison progresse grâce à l'augmentation des ventes sur les marchés de gros liée aux bonnes conditions hydrologiques ainsi qu'à l'optimisation du parc de production.

Les activités Hydrocarbures ont bénéficié de l'issue favorable en avril 2013 de l'arbitrage du contrat algérien initié en 2011 avec Sonatrach (premier cycle de négociation portant sur la période 2010-2012⁹) et de la nouvelle renégociation du contrat qatari avec RasGas (second cycle de négociation portant sur la période 2012-2015) en juillet 2013.

Le Groupe a également finalisé en juillet avec succès le second cycle de négociation avec Sonatrach.

Ces succès sur les contrats gaz ainsi que la performance sur l'activité électricité amènent à relever l'objectif d'EBITDA d'Edison à environ 1 milliard d'euros pour 2013.

Edison a par ailleurs activé des procédures d'arbitrage avec ses deux autres fournisseurs (Gazprom et ENI) afin d'obtenir des conditions de prix cohérentes avec les prix du gaz sur le marché.

⁸ Et 99,5% des droits de vote

⁹ Edison a lancé deux cycles de négociations pour ses contrats gaz à long terme auprès de ses 4 partenaires : Gazprom en Russie, ENI en Libye, RasGas au Qatar et Sonatrach en Algérie. Le second cycle de négociation portant sur la période 2012-2015 a débuté au second semestre 2012.

Autre international : des conditions économiques et réglementaires défavorables

<i>En millions d'euros</i>	S1 2012 retraité*	S1 2013	Croissance organique (%)
Chiffre d'affaires	4 009	4 106	+3,0
EBITDA	553	510	(6,9)

*Données retraitées de l'impact d'IAS 19 révisée.

Le chiffre d'affaires du segment **Autre international** progresse de 3% en organique à 4 106 millions d'euros.

L'EBITDA s'élève à 510 millions d'euros, en décroissance organique de 6,9%.

L'EBITDA de la Belgique a été affecté par les arrêts des centrales Doel 3 et Tihange 2 entre les mois de juillet 2012 et juin 2013 ainsi que par la baisse des tarifs sur le segment B2C.

En Pologne, la baisse de l'EBITDA s'explique par la dégradation de l'environnement réglementaire concernant le soutien à la biomasse et à la cogénération, dont les effets n'ont été que partiellement compensés par la bonne production d'électricité et de chaleur.

Dans les autres pays (Asie, États-Unis, Brésil,...), l'EBITDA progresse grâce notamment à l'augmentation de la production d'électricité aux États-Unis alors que celle-ci avait été affectée par le programme d'arrêts du premier semestre 2012.

Autres activités : bonne performance d'EDF Trading et d'EDF Énergies Nouvelles

<i>En millions d'euros</i>	S1 2012 retraité*	S1 2013	Croissance organique (%)
Chiffre d'affaires	2 760	2 876	+3,1
EBITDA	1 165	1 015	(12,4)

* Données retraitées de l'impact d'IAS 19 révisée et du changement de présentation des activités DVAS d'EDF Énergies Nouvelles.

Le chiffre d'affaires du segment **Autres activités** s'élève à 2 876 millions d'euros, en hausse organique de 3,1%.

L'EBITDA est de 1 015 millions d'euros, en décroissance organique de 12,4%.

L'EBITDA d'EDF Énergies Nouvelles a été porté par un bon niveau de production lié aux nombreuses mises en service réalisées en 2012. L'impact positif des mises en service (1 550 MW de nouvelles capacités en 2012) a permis de compenser le recul de l'activité Développement-Vente d'Actifs Structurés (DVAS) qui avait connu une performance record au premier semestre 2012.

EDF Trading, dont l'EBITDA est en croissance organique de 3,8%, a enregistré de bons résultats dans les activités charbon et gaz.

Cela n'a toutefois pas permis de compenser la baisse de l'EBITDA des autres activités du segment, qui avaient bénéficié en 2012 de produits liés à des opérations immobilières et de contrats d'assurance sans équivalent cette année.

Principaux faits marquants postérieurs à la communication du premier trimestre 2013

Création d'EDF Invest

EDF annonce le 30 juillet la création d'EDF Invest, qui sera en charge de la gestion du portefeuille d'investissements non cotés au sein des actifs dédiés¹⁰ d'EDF. Ces investissements non cotés regrouperont trois classes d'actifs : les infrastructures à titre principal, l'immobilier et le private equity¹¹.

La participation de 20% du groupe EDF dans TIGF, dont la finalisation de l'acquisition est prévue ce jour, constitue le premier investissement d'EDF Invest dans les infrastructures au côté des 50% de titres RTE déjà présents dans le portefeuille d'actifs dédiés.

L'objectif d'EDF Invest est de gérer environ 5 milliards d'euros d'investissements non cotés d'ici deux ans et de représenter ainsi 25% du total des actifs dédiés.

Feu vert de l'Autorité de sûreté nucléaire à la prolongation du réacteur n°4 de Bugey

L'Autorité de Sûreté Nucléaire française a annoncé le 29 juillet qu'elle émettait un avis favorable à la poursuite du fonctionnement du réacteur n°4 de Bugey, à l'issue du troisième réexamen décennal de sûreté, comme elle l'avait fait en 2012 pour le réacteur n°2. Cette autorisation est subordonnée à la réalisation de travaux complémentaires qu'EDF conduira dans les délais impartis. La conception du réacteur n°2 étant identique à celle du réacteur n°4, les prescriptions visant à renforcer le niveau de sûreté sur le réacteur n°4 sont semblables.

Accord avec Exelon sur CENG

EDF et Exelon ont signé le 29 juillet 2013 un accord concernant CENG, entité détenue à 49,99% par EDF et 50,01% par Exelon, qui exploite cinq réacteurs nucléaires aux États-Unis d'une puissance totale de 3,9 GW. Aux termes de cet accord, EDF délèguera la gestion opérationnelle de ces réacteurs à Exelon. L'accord prévoit également qu'EDF percevra un dividende exceptionnel de CENG de 400 millions de dollars (~300 millions d'euros) et bénéficiera d'une option de vente à la juste valeur de sa participation dans CENG à Exelon exerçable entre janvier 2016 et juin 2022. Elle permettra à EDF de réduire son endettement financier de 400 millions de dollars (~300 millions d'euros) et aura un effet légèrement relatif dès 2015, grâce à l'amélioration opérationnelle et aux synergies escomptées de la gestion opérationnelle des cinq réacteurs de CENG par Exelon, premier exploitant nucléaire aux États-Unis. L'accord est soumis à l'approbation de la Nuclear Regulatory Commission (NRC) et des autorités réglementaires compétentes. Il devrait être finalisé en 2014.

Edison : succès des nouvelles renégociations de contrats gaz au Qatar et en Algérie

La Cour d'arbitrage de l'*International Chamber of Commerce* a rendu le 23 avril 2013 une sentence favorable à Edison dans le cadre de la procédure d'arbitrage relative à la révision de prix du contrat d'approvisionnement à long terme en gaz avec Sonatrach (Algérie).

Par ailleurs, un accord a été signé entre Edison et Rasgas (Qatar) en juillet 2013 revoyant certaines conditions du contrat d'approvisionnement à long terme en gaz (et notamment les conditions de prix) entre les deux parties.

Edison a également finalisé en juillet 2013 avec succès le second cycle de négociation avec Sonatrach.

¹⁰ Fonds de réserve constitué par le Groupe pour couvrir ses engagements nucléaires de long terme en France, suivant des conditions prévues par la loi

¹¹ Fonds de capital investissement

Pose du dôme de l'EPR de Flamanville

Le 16 juillet 2013, EDF a installé avec succès le dôme du bâtiment réacteur de l'EPR de Flamanville, franchissant ainsi une étape importante de sa construction. Le chantier entre ainsi dans sa phase finale avec 95% du génie civil réalisé et 46% des montages électromécaniques. En décembre 2012, EDF a communiqué une révision à la hausse du coût de construction du projet à 8,5 milliards d'euros₂₀₁₂. La production des premiers kWh est toujours attendue pour 2016.

AREVA et EDF signent un accord pour le développement de compétences nucléaires en Arabie Saoudite

Le 11 juillet 2013, EDF et Areva ont signé un accord de coopération avec le *National Institute of Technology* (NIT) de Bahrah afin de contribuer au développement des compétences techniques nucléaires en Arabie Saoudite. Cette coopération illustre la volonté de l'industrie nucléaire française de contribuer à la formation des techniciens saoudiens dans les différentes spécialités nucléaires (soudage, montage électrique, mécanique et électromécanique). La localisation des compétences est au cœur de la stratégie de développement international d'AREVA et d'EDF, qui entendent s'appuyer sur des partenaires locaux dans le cadre de leurs projets industriels communs à l'export.

Consultation publique de la CRE sur TURPE 4 distribution

Le 9 juillet 2013, la CRE a lancé sa consultation sur les tarifs de distribution qui devraient entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2014 pour une durée de 4 ans (TURPE 4). La fin de la consultation est prévue le 16 août 2013.

Rapport de la CRE sur l'évolution des tarifs réglementés de vente

Le 5 juin 2013, la CRE a publié son analyse des coûts de production et de commercialisation d'EDF dans le cadre des tarifs réglementés de vente d'électricité. L'étude de la CRE porte sur les coûts constatés de 2007 à 2012 et sur les coûts estimés de 2013 à 2015. Elle en a déduit que l'évolution des tarifs à envisager à l'été 2013 pour couvrir les coûts se situait entre 9,6% et 6,8% pour les tarifs bleus, entre 5,8% et 2,7% pour les tarifs jaunes et entre 3,8% et 0% pour les tarifs verts (respectivement sans ou avec une hypothèse d'un allongement comptable de 10 ans de la durée d'amortissement des centrales nucléaires en 2013).

Projet d'une hausse de 5% des tarifs pour les ménages aux 1^{er} août 2013 et 2014

Conformément à l'annonce faite par Philippe Martin, ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, le Gouvernement a saisi le 9 juillet 2013 le Conseil Supérieur de l'Énergie d'un projet d'arrêté prévoyant une hausse moyenne des tarifs de l'électricité pour les ménages de 5% au 1^{er} août 2013 et au 1^{er} août 2014. Ce projet de texte a été soumis à la Commission de régulation de l'énergie (CRE).

Systèmes électriques intelligents

Le 9 juillet 2013, le Premier ministre a annoncé le lancement du déploiement de nouveaux compteurs communicants « Linky » par ERDF. Trois millions de compteurs devraient être déployés d'ici 2016.

Le 25 juin, Henri Proglio a confié à Philippe Monloubou une mission de réflexion stratégique de six mois portant sur le développement et le financement des systèmes électriques intelligents, y compris à l'international. En janvier 2014, Philippe Monloubou sera proposé pour la Présidence du Directoire d'ERDF.

EDF Énergies Nouvelles et wpd offshore s'associent pour répondre au second appel d'offres français en partenariat avec Alstom

Le 30 mai 2013, EDF Énergies Nouvelles et wpd offshore, acteurs majeurs de l'éolien en mer en Europe, ont annoncé la signature d'un accord de partenariat. Cet accord officialise la volonté des deux groupes d'associer à nouveau leurs expertises pour répondre au second appel d'offres du Gouvernement français, en vue de poursuivre le développement de l'éolien en mer en France et de prolonger le projet industriel ambitieux initié avec Alstom, partenaire exclusif pour la fourniture des éoliennes.

Finalisation de l'acquisition des parcs éoliens d'Iberdrola par EDF Énergies Nouvelles en France

Le 27 mai 2013, un consortium international composé d'EDF Énergies Nouvelles, de MEAG, agissant en tant que gestionnaire d'actifs de Munich Re, et de GE Energy Financial Services – une division de General Electric - a signé avec Iberdrola l'accord définitif portant sur l'acquisition précédemment annoncée de 30 parcs éoliens en exploitation en France d'une capacité brute totale de 305 MW. Cet accord prévoit une détention des actifs par EDF Énergies Nouvelles à hauteur de 20%, par GE Energy Financial Services à hauteur de 40% et par MEAG à hauteur de 40%. EDF Énergies Nouvelles assurera les services de gestion d'actifs ainsi que d'exploitation-maintenance des parcs éoliens.

Accord définitif entre EDF et EPH pour la vente de 49% de STREDOSLOVENSKA ENERGETIKA A.S. (SSE)

Le 24 mai 2013, EDF et Energetický a průmyslový holding, a.s. (EPH) ont signé un accord définitif pour la cession de 49% de Stredoslovenská Energetika a.s. (SSE) à EPH. La transaction valorise la participation de 49% d'EDF dans SSE à environ 400 millions d'euros. EDF avait annoncé le 21 mai avoir signé un accord d'exclusivité avec EPH. La transaction sera soumise à l'approbation de l'Assemblée générale des actionnaires de SSE. La finalisation de la transaction est attendue au cours du second semestre 2013 après l'obtention de l'aval des autorités de la concurrence.

ANNEXES

1. Changement de méthode de comptabilisation et d'évaluation des avantages du personnel

La norme IAS 19 révisée en juin 2011, dont l'application est obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2013, a introduit les modifications suivantes dans l'évaluation et la comptabilisation des provisions pour avantages du personnel du groupe EDF :

- Comptabilisation immédiate du coût des services passés non acquis
- Comptabilisation des frais de gestion administrative et financière des régimes d'avantages du personnel en coût des services rendus (charge de période) et reprise corrélative des provisions antérieurement constituées à ce titre
- Comptabilisation en résultat financier d'une « charge d'intérêt nette » correspondant à la charge d'intérêt sur les engagements nets des produits sur les actifs de couverture qui sont désormais évalués à partir du taux d'actualisation des engagements. L'écart entre le taux d'actualisation des engagements et le taux de rendement réel des actifs de couverture est comptabilisé directement en capitaux propres

Pour mémoire, le Groupe a fait le choix en 2012 de renoncer à l'option dite du « corridor » au profit de la méthode dite « SoRIE » qui conduit à comptabiliser les pertes et gains actuariels directement en capitaux propres.

Conformément à IAS 8, ce changement de méthode est comptabilisé de façon rétrospective.

2. Changement de présentation des activités DVAS¹² d'EDF Énergies Nouvelles

A compter de l'exercice 2013 et pour les périodes comparatives présentées, les cessions d'actifs de production réalisées par EDF Énergies Nouvelles sont désormais enregistrées pour leur montant net (prix de cession diminué du coût de construction associé) au niveau des « Autres produits et charges opérationnels ». Ces opérations étaient auparavant présentées en « Chiffre d'affaires » (pour le produit de cession) et en « Autres consommations externes » (pour les coûts de construction).

Ce changement de présentation est sans impact sur l'excédent brut d'exploitation et sur le résultat net du Groupe. Il permet d'avoir une présentation homogène dans le compte de résultat du Groupe des opérations de cession d'actifs (parcs en construction ou parcs en exploitation) d'EDF Énergies Nouvelles.

¹² Développement-vente d'actifs structurés

Comptes de résultat consolidés

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2013	S1 2012 ⁽¹⁾
Chiffre d'affaires	39 747	35 903
Achats de combustible et d'énergie	(20 821)	(17 950)
Autres consommations externes	(4 134)	(4 340)
Charges de personnel	(6 020)	(5 787)
Impôts et taxes	(1 793)	(1 597)
Autres produits et charges opérationnels	2 719	2 842
Excédent brut d'exploitation	9 698	9 071
Variations nettes de juste valeur sur instruments dérivés Energie et Matières Premières hors activités de trading	(1)	98
Dotations aux amortissements	(3 583)	(3 283)
Dotations nettes aux provisions pour renouvellement des immobilisations en concession	(126)	(94)
(Pertes de valeur) / reprises	(178)	(294)
Autres produits et charges d'exploitation	(22)	100
Résultat d'exploitation	5 788	5 598
Coût de l'endettement financier brut	(1 203)	(1 240)
Effet de l'actualisation	(1 482)	(1 550)
Autres produits et charges financiers	1 018	993
Résultat financier	(1 667)	(1 797)
Résultat avant impôts des sociétés intégrées	4 121	3 801
Impôts sur les résultats	(1 531)	(1 235)
Quote-part de résultat net des entreprises associées	379	343
Résultat net consolidé	2 969	2 909
Dont résultat net - part du Groupe	2 877	2 779
Dont résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	92	130
Résultat net part du Groupe par action en euros :		
Résultat par action	1,56	1,50
Résultat dilué par action	1,56	1,50

(1) Les données publiées au titre du premier semestre 2012 ont été retraitées de l'impact lié à l'application rétrospective d'IAS 19 révisée et du changement de présentation des cessions d'actifs de production réalisées par EDF Énergies Nouvelles dans le cadre de ses activités DVAS.

Bilans consolidés

ACTIF

(en millions d'euros)

	30.06.2013	31.12.2012 ⁽¹⁾
Goodwill	9 895	10 412
Autres actifs incorporels	7 633	7 625
Immobilisations en concessions de distribution publique d'électricité en France	47 926	47 222
Immobilisations en concessions des autres activités	7 232	7 182
Immobilisations de production et autres immobilisations corporelles du domaine propre	68 387	67 838
Participations dans les entreprises associées	7 678	7 587
Actifs financiers non courants	28 280	30 471
Impôts différés actifs	3 441	3 421
Actif non courant	180 472	181 758
Stocks	13 854	14 213
Clients et comptes rattachés	23 096	22 497
Actifs financiers courants	19 178	16 433
Actifs d'impôts courants	466	582
Autres débiteurs	9 184	8 486
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6 065	5 874
Actif courant	71 843	68 085
Actifs détenus en vue de leur vente	430	241
Total de l'actif	252 745	250 084

(1) Les données publiées au titre du 31 décembre 2012 ont été retraitées de l'impact lié à l'application rétrospective d'IAS 19 révisée.

Bilans consolidés

CAPITAUX PROPRES ET PASSIF

(en millions d'euros)

	30.06.2013	31.12.2012 ⁽¹⁾
Capital	924	924
Réserves et résultats consolidés	32 511	25 333
Capitaux propres - part du Groupe	33 435	26 257
Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	4 388	4 854
Total des capitaux propres	37 823	31 111
Provisions liées à la production nucléaire - Aval du cycle, déconstruction des centrales et derniers cœurs	39 216	39 185
Provisions pour déconstruction hors installations nucléaires	1 143	1 090
Provisions pour avantages du personnel	19 836	19 119
Autres provisions	1 711	1 873
Provisions non courantes	61 906	61 267
Passifs spécifiques des concessions de distribution publique d'électricité en France	43 014	42 551
Passifs financiers non courants	44 330	46 980
Autres créiteurs non courants	3 888	4 218
Impôts différés passifs	5 630	5 601
Passif non courant	158 768	160 617
Provisions courantes	4 297	3 882
Fournisseurs et comptes rattachés	13 026	14 643
Passifs financiers courants	15 108	17 521
Dettes d'impôts courants	1 251	1 224
Autres créiteurs courants	22 338	21 037
Passif courant	56 020	58 307
Passifs liés aux actifs détenus en vue de leur vente	134	49
Total des capitaux propres et du passif	252 745	250 084

(1) Les données publiées au titre du 31 décembre 2012 ont été retraitées de l'impact lié à l'application rétrospective d'IAS 19 révisée.

Tableaux de flux de trésorerie consolidés

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2013	S1 2012 ⁽¹⁾
Opérations d'exploitation :		
Résultat avant impôt des sociétés intégrées	4 121	3 801
Pertes de valeur (reprises)	178	294
Amortissements, provisions et variations de juste valeur	4 717	3 764
Produits et charges financiers	827	686
Dividendes reçus des entreprises associées	235	22
Plus ou moins-values de cession	(178)	(275)
Variation du besoin en fonds de roulement	(2 800)	(2 458)
Flux de trésorerie nets générés par l'exploitation	7 100	5 834
Frais financiers nets décaissés	(1 011)	(814)
Impôts sur le résultat payés	(977)	(892)
Flux de trésorerie nets liés aux opérations d'exploitation	5 112	4 128
Opérations d'investissement :		
Investissements / cessions de titres de participation sous déduction de la trésorerie (acquise / cédée)	174	(172)
Investissements incorporels et corporels	(6 619)	(6 233)
Produits de cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	72	349
Variations d'actifs financiers	341	(4 368)
Flux de trésorerie nets liés aux opérations d'investissement	(6 032)	(10 424)
Opérations de financement :		
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle	(46)	(237)
Dividendes versés par EDF	-	(1 072)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(187)	(115)
Achats / ventes d'actions propres	8	(1)
Flux de trésorerie avec les actionnaires	(225)	(1 425)
Emissions d'emprunts	2 163	8 489
Remboursements d'emprunts	(7 066)	(1 786)
Emission de titres subordonnés à durée indéterminée	6 125	-
Participations reçues sur le financement d'immobilisations en concession	74	85
Subventions d'investissement reçues	43	72
Autres flux de trésorerie liés aux opérations de financement	1 339	6 860
Flux de trésorerie nets liés aux opérations de financement	1 114	5 435
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	194	(861)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	5 874	5 743
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	194	(861)
Incidence des variations de change	6	50
Produits financiers sur disponibilités et équivalents de trésorerie	18	25
Incidence des reclassements	(27)	(37)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	6 065	4 920

(1) Les données publiées au titre du premier semestre 2012 ont été retraitées de l'impact lié à l'application rétrospective d'IAS 19 révisée.



Le groupe EDF, un des leaders sur le marché de l'énergie en Europe, est un énergéticien intégré, présent sur l'ensemble des métiers : la production, le transport, la distribution, le négoce et la vente d'énergies. Premier producteur d'électricité en Europe, le Groupe dispose en France de moyens de production essentiellement nucléaires et hydrauliques fournissant à 95,9 % une électricité sans émission de CO₂. En France, ses filiales de transport et de distribution d'électricité exploitent 1 285 000 km de lignes électriques aériennes et souterraines de moyenne et basse tension et de l'ordre de 100 000 km de réseaux à haute et très haute tension. Le Groupe participe à la fourniture d'énergies et de services à près de 28,6 millions de clients en France. Le Groupe a réalisé en 2012 un chiffre d'affaires consolidé de 72,7 milliards d'euros dont 46,2 % hors de France. EDF, cotée à la Bourse de Paris, est membre de l'indice CAC 40.

Avertissement

Ce communiqué ne constitue pas une offre de vente de valeurs mobilières aux États-Unis ou dans tout autre pays. Le présent communiqué peut contenir des informations prévisionnelles et des objectifs concernant la stratégie, la situation financière ou les résultats du groupe EDF, qui ne constituent pas des garanties quant à la performance future et aux résultats de la société. EDF estime que ces informations prévisionnelles et objectifs reposent sur des hypothèses raisonnables mais qui peuvent s'avérer inexactes et qui sont en tout état de cause soumises à des facteurs de risques et incertitudes, dont la plupart sont hors du contrôle de la société, et en raison desquels les résultats effectivement obtenus pourraient différer significativement des résultats escomptés. Les facteurs importants susceptibles d'entraîner des différences entre les résultats envisagés et ceux effectivement obtenus incluent notamment la réussite des initiatives stratégiques, financières et opérationnelles d'EDF fondées sur le modèle d'opérateur intégré, l'évolution de l'environnement concurrentiel et du cadre réglementaire des marchés de l'énergie, les risques et incertitudes concernant l'activité du Groupe, l'environnement climatique, les fluctuations des prix des matières premières et des taux de change, le renforcement des réglementations relatives à la sûreté, les évolutions technologiques, les modifications des conditions générales économiques et politiques des pays dans lesquels le Groupe opère, ainsi que les risques et incertitudes liées aux conséquences de l'accident nucléaire survenu au Japon. Des informations détaillées sur ces risques potentiels et incertitudes sont disponibles dans le document de référence d'EDF déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 5 avril 2013, consultable en ligne sur le site internet de l'AMF à l'adresse www.amf-france.org ou celui d'EDF à l'adresse www.edf.com. EDF n'a pas l'obligation ni ne prend l'engagement de mettre à jour les informations contenues dans le présent communiqué.

N'imprimez ce message que si vous en avez l'utilité.

EDF

22-30, avenue de Wagram - 75382 Paris cedex 08

SA au capital de 924 433 331 euros - 552 081 317 R.C.S. Paris

www.edf.fr

CONTACTS

Presse

Carole Trivi : +33(1) 40 42 44 19

Analystes et investisseurs

Carine de Boissezon & Kader Hidra : +33(1) 40 42 45 53

David Newhouse (Investisseurs US) : +33(1) 40 42 32 45